

<https://ricochets.cc/Jeudi-30-mars-19h-rassemblements-contre-l-Etat-et-sa-violence-pour-l-eau-bien-commun-et-pour-les.html>



Jeudi 30 mars 19h :
rassemblements contre l'Etat
et sa violence, pour l'eau bien
commun et pour les retraites -
D **n du gouvernement**

Publication date: jeudi 30 mars 2023



- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

C'est Darmanin, le gouvernement et leur monde d'assassins qu'il faut dissoudre au plus vite.

On sait très bien où sont les ordures, là où elles s'incrument et pourrissent sur pied, là où elles éructent des ordres assassins afin de défendre coûte que coûte leur monde Machine qui veut tout ravager et nous avec pour faire grossir l'immonde tas d'argent.

Préparons de grands sacs poubelles bien costauds pour mettre dedans tous les déchets non recyclables, ensuite direction la décharge, enterrés bien profonds, ou alors à l'incinérateur car paraît qu'on manque d'énergies.

Le camp de l'Ordre que veut incarner Macron et ses sbires c'est celui de la mort industrielle planifiée, qu'il s'agisse des crimes perpétrés sciemment par les usines chimiques et pesticides du productivisme de l'Etat-Capitalisme, qu'ils s'agisse des pluies de grenades explosives létales sur des manifestants juste protégés par des masques, qu'il s'agisse de faire crever les gens au travail à la schlag.

- [RDV Devant toutes les prefectures ce Jeudi 30 Mars à 19h](#) - En soutien aux 2 manifestants dans le coma, aux blessé-es de #SainteSoline et du mouvement contre la Réforme des retraites, pour la fin des violences policières. (...)
- En soutien aux 2 manifestants dans le coma, aux blessées de Sainte-Soline et du mouvement des retraites, pour la fin des violences policières, pour la dissolution de la Brav-M et l'interdiction des grenades GM2L. (...)

RDV du 30 mars en Drôme

- PRÉFECTURE DE VALENCE à 19H30
- SOUS-PRÉFECTURE DE DIE à 19H
- SOUS-PREFECTURE de NYONS à 19H



Jeudi 30 mars 19h : rassemblements contre l'Etat et sa violence, pour l'eau bien commun et pour les retraites - Dissolution du gouvernement

RENDEZ-VOUS CE SOIR DEVANT LA PRÉFECTURE DE NANTES ET TOUTES LES AUTRES

À Sainte-Soline, samedi 25 mars, plus de 5000 grenades ont été tirées en 2h dont plusieurs centaines d'armes explosives contenant du C4. Des armes de guerre contre une manifestation de défense de l'eau. 200 blessé-es, dont 50 très gravement, et 2 personnes toujours dans le coma, entre la vie et la mort.

L'État a organisé un piège mortel pour briser le mouvement écologiste, et plus généralement terroriser le mouvement social en cours. Avec Sainte-Soline, les autorités ont délibérément préparé un exemple pour semer l'effroi.

En plus de passer en force sur tous les sujets, le clan Macron, minoritaire sur tous les plans, n'a plus qu'une arme : la répression la plus totale. Arrestations de masse, manifestations interdites, violences policières systématiques et généralisées. La semaine dernière, un cheminot syndicaliste et une AESH ont été mutilé-es par la police, et s'ajoutent à la longue liste des victimes du pouvoir. Le régime a basculé dans une dictature de moins en moins cachée.

Ce jeudi soir, déferlons. Rendez-vous à 19h devant toutes les préfectures de France, dont Nantes. Face aux armes de la police, amenez de quoi vous protéger la tête, les yeux, le corps.

(post Contre Attaque)

Informations et analyses, plus ou moins par ordre chronologique :

- [Gérald Darmanin veut dissoudre Les Soulèvements de la Terre](#) - En réponse à la manifestation contre la mégabassine de Sainte-Soline, le ministre de l'Intérieur a annoncé la dissolution prochaine des Soulèvements de la Terre, l'un des collectifs organisateurs. Plusieurs écologistes et politiques se disent « sous le choc ».

Lecture

[J'ai filmé en première ligne à Sainte-Soline](#) par [Camille Reporter-Â] <https://www.youtube.com/@camillereporter8332>
https://www.youtube.com/watch?v=ycm__TzEy84

ã Réaction à l'annonce de la procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre

La seule dissolution dont il doit être sérieusement question aujourd'hui est la dissolution de ce gouvernement !

, L'annonce d'une procédure de dissolution du mouvement des soulèvements de la terre est une tentative crapuleuse par le ministre de l'intérieur de faire baisser l'attention sur les violences meurtrières qu'il a déchaînées contre les manifestant.es de Sainte-Soline. Il s'agit là encore d'étouffer un mouvement politique fédérateur qu'il considère comme un affront. Après l'attaque brutale pour briser les corps samedi, vient naturellement le pendant politico-judiciaire.

En ce qui nous concerne et pour l'heure notre préoccupation va au soutien des dizaines de blessé.es graves dont deux sont encore entre la vie et la mort à ce jour. Nous appelons avec Bassines Nonmerci et la Confédération paysanne à se rassembler jeudi à 19h dans toute la France devant les préfectures pour les blessé.es de Sainte-Soline, du mouvement des retraites et pour la fin des violences policières. A ce niveau et à l'opposé des démentis du gouvernement, nous continuons à rassembler l'ensemble des preuves que l'arrivée des secours samedi a bien été délibérément obstruée par les forces de l'ordre. Une version corroborée par une enquête de Médiapart et les dizaines de témoignages de médecins, élus, observateurs de la LDH et syndicalistes de la Confédération Paysanne présents sur place (

<https://www.mediapart.fr/journal/france/270323/sainte-soline-les-secours-ont-ete-bloques-apres-un-deluge-de-feu>) (<https://reporterre.net/Medecin-a-Sainte-Soline-je-temoigne-de-la-repression>).

Gerald Darmanin lui même a admis un « usage proscrit » du LBD par les gendarmes ce samedi à Sainte-Soline après avoir défendu le contraire mordicus pendant plusieurs jours.

https://www.huffingtonpost.fr/france/video/sainte-soline-comment-darmanin-a-change-de-version-sur-les-quads_215830.html

Sa responsabilité dans ces crimes est plus qu'engagée, il le sait et sa tentative de diversion n'en est que plus grossière.

Et Quant à la prétention à « faire disparaître [Les soulèvements de la terre](#) », nous sommes bien curieux.ses de voir ce que représenterait la « dissolution » d'une coalition qui regroupe des dizaines de collectifs locaux, fermes, sections syndicales, ONGs à travers le pays. Contrairement aux fables qui seront délivrées par le renseignement intérieur pour désigner de quelconques figures dirigeantes à clouer au pilori, Les soulèvements de la terre n'ont rien d'un groupe circonscrit et représentent après 2 ans d'existence un large réseau implanté à travers diverses régions. Mais peut-être que, dans sa montée d'autoritarisme actuel, le gouvernement s'apprête effectivement à « dissoudre » une bonne partie de l'opposition écologique, paysanne et syndicale du pays. Puisque celle-ci a le tort de lui faire front dans la rue, dans les campagnes et que son régime politique semble aujourd'hui réduit à l'exercice de la matraque.

L'année dernière, le même Gerald Darmanin avait d'ailleurs coup sur coup annoncé la dissolution du média Nantes Révoltée et du GALE (Groupe Antifa Lyon et Environs). Deux manoeuvres ayant rapidement échoué, au vu du soutien public et de l'inconsistance juridique de la procédure. Nantes Révoltée n'a ainsi jamais reçu de suite aux annonces (

<https://www.mediacites.fr/breve/nantes/2022/06/23/sa-dissolution-au-point-mort-nantes-revoltee-contre-attaque/>) et

la dissolution du GALE a été suspendue et rejetée par le Conseil d'État (<https://www.conseil-etat.fr/actualites/le-conseil-d-etat-suspend-en-refere-la-dissolution-du-groupe-antifasciste-lyon-et-environs>).

Au-delà de l'écran de fumée sur les révélations quant aux manières dont il a organisé les crimes de Sainte-Soline, ce que le gouvernement cherche, en s'attaquant aux Soulèvements de la Terre, c'est à détruire un espoir collectif sur le champ politique. A celles et ceux qui n'en pouvaient plus de contempler l'inaction climatique du gouvernement, son soutien intangible à des lobbys industriels écocidaire et l'aggravation flagrante de la crise écologique, Les soulèvements de la terre ont participé à donner une prise. Si depuis deux ans, des foules grandissantes ne se contentent plus de défilier mais recherchent des gestes ad hoc pour freiner concrètement certains chantiers, pour empêcher le pillage de l'eau ou des terres, c'est bien parce qu'il y a une urgence vitale à agir. Et tentative de dissolution ou pas, répression brutale ou pas, ce sentiment d'urgence ne fera qu'augmenter tant que l'on continuera à promouvoir dans ce pays des infrastructures incarnant une violence écologique et sociale qui n'est aujourd'hui plus tolérable.

Le 7 janvier dernier, suite à de précédentes menaces de dissolution, une tribune de soutien aux soulèvements de la terre avait été signée en moins de 48h par plus de 3000 personnalités politiques, syndicales, élu.es, scientifiques, artistes...

(

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/tribune-eco-terrorisme-les-luttes-ecologiques-dans-le-viseur-du-ministere-de-l-interieur>)

Ils et elles déclaraient alors : " On comprend bien au vu des récents tours de force réalisés, entre autre en son nom, pour la défense concrète des terres et de l'eau, que « les Soulèvements de la Terre » est un coupable tout indiqué. (...)

Seulement voilà, nous qui signons cette tribune, ne croyons pas en cette fable, et nous savons de quoi nous parlons. Pour avoir participé à certaines manifestations, pour en avoir organisé d'autres, pour avoir signé des appels, des tribunes, accueilli des réunions, participé à la logistique de tel ou tel campement, ou à des manifestations interdites, pour nous être aussi parfois joyeusement munis de cutters, de marteaux ou de sécateurs pour autre chose que pour bricoler, pour avoir parfois simplement souri à l'idée de leur usage possible... **nous savons qu'il n'est nul besoin de comité central, ou de cercle de stratèges aguerri.e.s, pour reconnaître autant l'urgence absolue de la situation, que l'attentisme criminel de ceux et celles qui ont le pouvoir d'arrêter la machine.**

Nous savons aussi que nous n'avons pas peur de ces gens vêtus de blancs de protection ou de bleus de chauffe qu'on nous montre désormais à la télé, après des années de surdité du gouvernement face aux luttes écologistes. Nous ne pouvons d'ailleurs leur donner tort quand nous les entendons affirmer que leurs actions de « désarmement » sont un élément essentiel de toute stratégie conséquente pour freiner, enrayer, stopper les projets qui bétonnent les sols, s'accaparent les terres ou empoisonnent les rivières. Mieux que ça, nous aimerions parfois en être, si nous en avions l'occasion ou si nos fonctions, notre santé ou nos situations de famille ne nous requéraient pas ailleurs. Car leurs gestes, leur précision, leur détermination joyeuse, nous parlent infiniment plus que les grimaces du ministre de l'Intérieur quand il verse des larmes de crocodile sur les barrières cassées d'un chantier, sur la mise à l'arrêt temporaire d'un site industriel hautement polluant, ou sur les dommages économiques subis par telle ou telle entreprise multinationale écocidaire.

Nous voyons déjà pleuvoir les convocations, les mises en accusation, les passages à tabac, les procès, sur les militant.es de Bassines Nonmerci, de la Confédération paysanne ou des Les soulèvements de la terre, sur des manifestant.es qu'on est parfois venu chercher jusque sur leur lit d'hôpital, pour les mettre en garde à vue.

Et nous voyons venir, puisqu'on nous le dit jusque dans les pages du journal, que la simple participation à ces manifestations, à ces réunions, à ces regroupements, sera bientôt non seulement illégale mais répréhensible. Ces gestes et ce qu'ils appellent de transformations, sont pourtant de ces moments qui dessinent un avenir possible.

Alors depuis tous les endroits où nous nous trouvons, nous nous apprêtons à nous porter solidaires, à dire que, nous aussi, nous en sommes, quand bien même ce ne serait qu'en pensée. Et que celles et ceux qui voient l'ombre de la répression obscurcir leur part du ciel ne seront pas seul.e.s, car nous sommes déjà là...."

La seule dissolution dont il doit être sérieusement question aujourd'hui est la dissolution de ce gouvernement !

(post de Les soulèvements de la terre)



Jeudi 30 mars 19h : rassemblements contre l'Etat et sa violence, pour l'eau bien commun et pour les retraites - Dissolution du gouvernement



Jeudi 30 mars 19h : rassemblements contre l'Etat et sa violence, pour l'eau bien commun et pour les retraites - Dissolution du gouvernement

DARMANIN VEUT DISSOUDRE LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

- « La seule dissolution dont il doit être sérieusement question aujourd'hui est la dissolution de ce gouvernement ! »

4000 grenades, dont plusieurs centaines explosives, pour défendre un trou. 200 manifestant-es blessé-es par les tirs des gendarmes en 2 heures, plus d'un par minute. 40 blessé-es graves, plusieurs mutilé-es à vie, et 2 hommes dans le coma, encore entre la vie et la mort. Voici le bilan de Gérald Darmanin, samedi 25 mars, à Sainte-Soline. Un carnage qui fait suite à plusieurs semaines de répression fasciste du mouvement social sur les retraites, et à plusieurs années de brutalisation de la répression.

Mais cela ne suffit pas à Gérald Darmanin. Il fallait ajouter un zeste d'ignominie à la violence barbare. Ce mardi 28 mars, le ministre de l'Intérieur n'a pas annoncé sa démission, comme l'aurait fait toute personne dotée d'un

minimum de dignité et d'humanité. Il a annoncé au Parlement sa volonté de dissoudre le mouvement Les Soulèvements de la Terre.

Les Soulèvements de la Terre, c'est une pluralité de collectifs fédérés autour de la défense du vivant face à l'effondrement écologique en cours. Ce sont des centaines d'actions courageuses, audacieuses, utiles, essentielles. Ce sont des rencontres dans toute la France et au-delà. Ce sont des mobilisations réunissant des dizaines de milliers de personnes, sur des sujets aussi vitaux que l'eau. C'est sans nul doute l'un des mouvements écologistes les plus importants de la période.

L'annonce d'une procédure de dissolution est une tentative mafieuse de détourner l'attention des violences meurtrières, en fabriquant le fantasme d'un ennemi intérieur imaginaire : « l'écoterroriste », « l'ultra-gauche ». Celui que l'État peut tuer ou dissoudre pour le réduire au silence. Cette volonté de dissolution n'est pas nouvelle : en janvier déjà, la presse faisait « fuiter » la possibilité d'une dissolution. Darmanin a attendu le week-end de répression atroce planifiée à Sainte-Soline pour enclencher la procédure.

Cette procédure fait suite à des mois de harcèlement, de surveillance, de coups de pression contre des personnes qui n'ont pour seul tort que de tenter de sauver l'environnement et les biens communs vitaux, et en particulier de s'opposer à ces aberrations totales que sont les mégabassines.

Si cette dissolution aboutit, « la simple participation à ces manifestations, à ces réunions, à ces regroupements, sera bientôt non seulement illégale mais répréhensible », écrit le collectif. Mais nous n'y croyons pas. Comment le pouvoir compte-t-il s'y prendre pour dissoudre une coalition de syndicats, groupes et associations écologistes ? Sur quelles bases légales ?

Ce nouveau coup de menton rappelle l'attaque lancée il y a un an contre Nantes Révoltée, qui n'a jamais été réellement enclenchée, et qui a donné lieu à une campagne de soutien massive en notre faveur, et pour les médias indépendants en général. Quelques semaines plus tard, le même Darmanin tentait de dissoudre le collectif antifasciste GALE, et des associations de soutien à la Palestine, sans y parvenir. Auparavant, le même gouvernement s'était attaqué à des associations musulmanes, dans une trop grande indifférence cette fois.

À ce gouvernement de la honte en pleine escalade autoritaire, il ne reste que la grenade et la procédure de dissolution. « La seule dissolution dont il doit être sérieusement question aujourd'hui est la dissolution de ce gouvernement » disent Les Soulèvements de la Terre dans un communiqué. Un coup contre ce collectif, c'est un coup contre nous toutes et tous.

Ne laissons pas faire.

¡ Communiqué des Soulèvements de la Terre : <https://twitter.com/lessouleve.../status/1640658638447452160>

En cas de dissolution, si leurs comptes disparaissent des grands réseaux marchands, retrouvez-les ici :

¡ Boucle Telegram : https://t.me/infoline_25mars

¡ Mastodon : <https://paille.fr/@lessoulevements>

¡ Blog Médiapart : <https://blogs.mediapart.fr/les-soulevements-de-la-terre>

(post Contre Attaque)

**SAINTE-SOLINE : MENSONGE DE L'EXÉCUTIF &
ENTRAVE VOLONTAIRE À L'ARRIVÉE DES SECOURS**



Jeudi 30 mars 19h : rassemblements contre l'Etat et sa violence, pour l'eau bien commun et pour les retraites - Dissolution du gouvernement

Ñ Appel à se rassembler jeudi 30 mars à 19h devant les préfectures du pays. Ñ

En soutien aux 2 manifestants dans le coma, aux blessé.es de Sainte-Soline et du mouvement des retraites, pour la fin des violences policières.

La brutalité concomitante de la réponse d'État à la poursuite du mouvement des retraites et à la mobilisation de Sainte-Soline est en train de marquer au fer rouge l'histoire du pays. Elle appelle aujourd'hui à faire front ensemble.

Face à l'inaction climatique du gouvernement, à son soutien intangible à des lobbys industriels écocidaire et à l'aggravation flagrante de la crise écologique, le mouvement contre les méga-bassines a, ces derniers mois, offert une prise. Si le peuple de l'eau, plus nombreux que jamais à braver les interdictions préfectorales, est allé de nouveau jusqu'au chantier de la bassine de Sainte-Soline le 25 mars ce n'était pas par goût inconsidéré du risque. Tout ce qui a été dit sur les soi-disantes motivations obscures des manifestant-es par Darmanin et consorts avant et après la mobilisation est à cet égard une profonde insulte à l'engagement des 30 000 personnes qui se sont rassemblées samedi.

Si depuis un an et demi, ces foules grandissantes ne se contentent plus de défiler mais recherchent des gestes ad hoc pour freiner concrètement certains chantiers, pour empêcher le pillage de l'eau ou des terres, c'est bien parce qu'il y a une urgence vitale à agir. Et ce sentiment d'urgence ne fera qu'augmenter tant que l'on continuera à construire dans ce pays des infrastructures dont les conséquences sont telles qu'elles incarnent une violence écologique et sociale qui n'est plus aujourd'hui tolérable.

! Cet élan vital, E. Macron l'a accueilli samedi avec une pluie de grenades létales, 4000 en 2h. Alors que 30 000 personnes s'approchaient d'un trou grillagé que l'État avait transformé en symbole de son autorité, 200 personnes ont été percées d'éclats dans leurs chairs, 40 gravement. L'une a perdu l'oeil, d'autres se sont faits arracher la mâchoire ou risquent de perdre le pied. Deux sont toujours aujourd'hui dans le coma, entre la vie et la mort. Comme à Malville face à la déferlante anti-nucléaire en 77 ou à Sivens en 2014 face à l'éclosion des zads en divers endroits du pays, l'État français a choisi délibérément le 25 mars de se donner sciemment la possibilité de tuer.

Ce 25 mars, le gouvernement Macron a tenté de faire taire un espoir politique par la mutilation de masse.

Il a ainsi affirmé brutalement que la montée en puissance du mouvement de défense de l'eau ne pouvait qu'être considérée comme un affront intolérable à son égard. Depuis des années, ce mouvement réitère pourtant les demandes d'ouverture d'un réel dialogue avec les habitant-es des territoires, les paysan-nes, les associations environnementales.

La seule réponse gouvernementale à ces issues au conflit aura été est la terreur. Cette violence sourde face au mouvement écologiste est la même que le gouvernement Macron a déployé pour mater les gilets jaunes en 2019 et aujourd'hui contre le peuple qui persiste à refuser sa réforme injuste des retraites. C'est aujourd'hui cette réduction du champ politique à la grenade, ces cowboys en roue libre en quad ou en moto qui vont jusqu'à inquiéter les institutions internationales. A cette violence de rue, Darmanin ajoute aujourd'hui la persécution légale des mouvements organisateurs avec l'engagement d'une procédure de dissolution à l'encontre des Soulèvements de la terre.

De Sainte-Soline, ce week-end nous retenons heureusement aussi les tracteurs paysans qui déjouent les escortes de police, le camp qui surgit des champs au milieu du dispositif, les camarades des 4 continents, les animaux géants et les danses, la foule de tout âge qui serpente les champs à l'infini, son courage, sa solidarité inouïe face à l'adversité. Toute cette force est encore en nous et nous la retrouverons. Mais elle est aujourd'hui profondément entachée par les chairs mutilées, par ces vies encore en suspens. C'est pour nos blessé-es, pour leur rendre hommage, appui, pour que cela cesse qu'il y a un impératif à se retrouver de nouveau dans la rue. Non pas concentrés sur une même prairie cette fois. Mais partout dans le pays, devant les préfectures. Bien plus nombreux et nombreuses encore. ¥

Alors que nous continuons à manifester contre la réforme des retraites, alors que nous continuerons à converger pour arrêter les méga-bassines, nous appelons à nous rassembler :

jeudi à 19h devant toutes les (sous)-préfectures. En soutien aux 2 manifestants dans le coma, aux blessées de Sainte-Soline et du mouvement des retraites, pour la fin des violences policières, pour la dissolution de la brav-m et l'interdiction des grenades GM2L.

Pour que celles et ceux qui étaient là de toute la France puissent dire et témoigner. Parce que le gouvernement est triplement coupable : d'avoir lancé des grenades létales, de l'avoir prémédité, et d'avoir ensuite obstrué l'arrivée des secours. Montrons leur massivement jeudi que nous ne les laisserons pas étouffer l'espoir à coup de grenades.

Que nous sommes là. Toujours.

Confédération Paysanne - Bassines Non Merci - Les Soulèvements de la terre, les organisateurs de la mobilisation du 25 mars à Sainte-soline et toutes les organisations sociales, syndicales, et associations qui souhaiterons s'y associer.



Insurrection généralisée et assumée, ou énième défaite intégrale ?

LA CONFEDERATION PAYSANNE, LES SOULEVEMENTS DE LA TERRE, BASSINES NON MERCI, LES ORGANISATEURS DE LA MANIF A SAINTE SOLINE APPELLENT A MANIFESTER PARTOUT LE 30 MARS POUR LES RETRAITES, CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET EN HOMMAGE AUX VICTIMES

Alors que nous continuons à manifester contre la réforme des retraites, alors que nous continuerons à converger pour arrêter les méga-bassines, nous appelons à nous rassembler :

jeudi à 19h devant toutes les (sous)-préfectures. En soutien aux 2 manifestants dans le coma, aux blessées de

Sainte-Soline et du mouvement des retraites, pour la fin des violences policières, pour la dissolution de la brav-m et l'interdiction des grenades GM2L.

Pour que celles et ceux qui étaient là de toute la France puissent dire et témoigner. Parce que le gouvernement est triplement coupable : d'avoir lancé des grenades létales, de l'avoir prémédité, et d'avoir ensuite obstrué l'arrivée des secours. Montrons leur massivement jeudi que nous ne les laisserons pas étouffer l'espoir à coup de grenades. Que nous sommes là. Toujours.

Confédération Paysanne - Bassines Non Merci - Les Soulèvements de la terre, les organisateurs de la mobilisation du 25 mars à Sainte-soline et toutes les organisations sociales, syndicales, et associations qui souhaiterons s'y associer.

Sainte-Soline : l'enregistrement qui prouve que le SAMU n'a pas eu le droit d'intervenir.

Alors que la gendarmerie nationale déclare ne pas avoir empêché les secours d'intervenir pour porter assistance aux blessés, notamment S qui était en urgence vitale, un enregistrement accablant entre le médecin et la SAMU prouve le contraire. Voici la retranscription de cette conversation telle que la publie le journal Le Monde :

Il est 14 h 50 lorsque le docteur F. rappelle les pompiers.

« Un pompier : Je viens d'avoir le SAMU sur place qui me dit, on n'envoie personne sur place, le point de regroupement des victimes est à l'église de Sainte-Soline, une fois qu'ils seront là-bas, l'engagement des moyens sera décidé.

Le médecin : Ecoutez, je pense que c'est une, que ce n'est pas, enfin, je pense que ce n'est pas opportun comme décision.

Le pompier : Alors moi je suis ni décideur, ni...

Le médecin : Attendez, attendez. Mais moi je vais vous expliquer. Moi, je suis médecin et en fait, là, il y a des observateurs de la LDH, la Ligue des droits de l'homme qui sont sur place, qui disent que c'est calme depuis une demi-heure. Donc en fait, vous pouvez intervenir et moi, mon évaluation à distance avec des éléments parcellaires que j'ai, c'est qu'il faut une évacuation immédiate.

Le pompier : Je vais vous repasser le SAMU. Ne quittez pas. (...)

Le SAMU : Allo, oui le SAMU, bonjour.

Le médecin : Oui, c'est vous que j'ai eu tout à l'heure au téléphone ?

Le SAMU : Oui.

Le médecin : Super. Vous en êtes où, là, de la plus grosse urgence absolue de ce que j'ai comme impression, moi, de loin ?

Le SAMU : Alors déjà le problème, c'est que vous n'êtes pas sur place, donc c'est un peu compliqué. On a eu un médecin sur place et on lui a expliqué la situation, c'est qu'on n'enverra pas d'hélico ou de SMUR sur place, parce qu'on a ordre de ne pas en envoyer par les forces de l'ordre.

Le médecin : OK, est-ce que... Alors moi je suis avec des observateurs de la Ligue des droits de l'homme qui disent que leurs observateurs sur place disent que c'est calme depuis trente minutes et qu'il est possible d'intervenir ?

Le SAMU : Je suis d'accord avec vous, vous n'êtes pas le premier à nous le dire. Le problème, c'est que c'est à l'appréciation des forces de l'ordre dès qu'on est sous un commandement, qui n'est pas nous.

Le médecin : D'accord.

Le SAMU : Donc, pour l'instant, on attend de rassembler les victimes au niveau de l'église de Sainte-Soline, c'est ce qui est en train d'être fait, avec des moyens pompiers qui se déplacent sur site pour prendre en charge et ramener. Pour l'instant, pas de moyens de SMUR ou d'hélico qui peuvent se pointer sur place.

Le médecin : La LDH me dit qu'il y a des médecins militaires qui viennent d'arriver sur place. Est-ce que vous avez cette information vous aussi ou pas ?

Le SAMU : Les médecins militaires, ils sont là pour les forces de l'ordre. C'est leur service de médecine pour les forces de l'ordre.

Le médecin : La Ligue des droits de l'homme a demandé s'il y avait un contact au niveau du commandement à

transmettre pour qu'on puisse intervenir ?

Le SAMU : Négatif, négatif.

Le médecin : Est-ce que vous voulez que je vous passe la Ligue des droits de l'homme ?

Le SAMU : Non plus. On gère les victimes pour l'instant et les secours, j'aurais pas le temps d'aller...

« On n'a pas l'autorisation »

Le médecin : D'accord, d'accord, je veux juste faire accélérer le truc.

Le SAMU : Il faut qu'ils fassent le point, dans ce cas il faut qu'ils contactent la préfecture.

L'avocate de la LDH Chloé Saynac : Vous avez interdiction d'intervenir ? Vous confirmez que vous avez interdiction d'intervenir ?

Le SAMU : On n'a pas l'autorisation d'envoyer des secours sur place, parce que c'est considéré comme étant dangereux sur place.

L'avocate : Et si vous n'y allez pas, ce ne serait pas une non-assistance à personne en danger ?

Le SAMU : Nous devons avoir nos secours en sécurité également, malheureusement on n'a pas l'autorisation de les envoyer comme ça.

L'avocate : Vous n'avez pas l'autorisation des forces de l'ordre ? Ou de ?

Le SAMU : On n'a pas l'autorisation de toutes les institutions sur place, pour l'instant, on est sous leur commandement.

L'avocate : Quelles institutions du coup ? On a besoin d'analyser très clairement parce qu'il y a quelqu'un qui peut décéder, donc pour que les responsabilités soient établies on a besoin de savoir.

Le SAMU : On fait au mieux, mais malheureusement, il y en a d'autres...

L'avocate : Qui interdit l'accès à ces personnes en danger grave, vital ?

Le médecin : Et donc vous confirmez que c'est la préfecture qui a interdit l'accès ? C'est ça, en fait ?

Le SAMU : Non, c'est pas la préfecture qui interdit l'accès, je vous dis que c'est le commandement sur place.

« On ne peut pas faire plus »

Le médecin : OK. Comment on fait pour contacter le commandement sur place ?

Le SAMU : Ben, il faut passer par la préfecture. Je ne peux pas vous les passer directement.

Le médecin : OK. Est-ce qu'on peut faire le 17 ? On peut avoir le commandement sur place ? Vous croyez ?

L'avocate : Et c'est quoi, vous, votre contact avec eux ?

Le SAMU : Nous, malheureusement, le SAMU, on est juste là, en fait on nous demande d'envoyer des moyens qu'on envoie à des points donnés, on ne peut pas faire plus.

L'avocate : Je sais bien, je comprends, mais on essaie de vous permettre de travailler là, parce que vous êtes empêchés de travailler.

- Le SAMU : Oui, oui, mais du coup, on monopolise une ligne une urgence. Merci beaucoup, au revoir. »

Le SAMU 79 a indiqué sur Twitter : « La justice fera son travail, et nous nous mettrons à leur disposition pour leur donner l'ensemble des informations nécessaires comme nous le faisons dans chaque enquête. »

Un RDV est organisé ce jeudi à 19H devant toutes les préfectures de France.

(post et visuel de Cerveaux non disponibles)



Jeudi 30 mars 19h : rassemblements contre l'Etat et sa violence, pour l'eau bien commun et pour les retraites - Dissolution du gouvernement

Compléments utiles

► [Compilation de compte-rendus et analyses du week-end contre les bassines à Sainte-Soline](#) - Tour des différents articles parus sur des sites camarades à propos de ce week-end où l'état à (re)montré qu'il était prêt à tout pour défendre ses intérêts, même s'il ne s'agit que d'un trou boueux dans le sol...

► [Le piège de Sainte-Soline - Comment le pouvoir a brutalisé et mutilé pour reprendre la main](#)

Des participants au rassemblement de Sainte-Soline nous ont transmis ce texte. Il propose d'analyser la débauche de violence survenue dans les Deux-Sèvres, non pas comme un simple excès policier ou préfectoral mais comme une stratégie délibérée du pouvoir pour écraser le mouvement écologiste déterminé et reprendre la main sur le mouvement social en train de le déborder. Une stratégie contre-insurrectionnelle opérant sur trois plans : médiatique, psychologique et militaire.

(...)

Le principal objectif de cette intervention était de créer la peur, de briser le soutien populaire au mouvement social

Le principal objectif de cette intervention (programmée à 13h afin de s'adresser à un public identifié comme réactionnaire) était de créer la peur, de briser le soutien populaire au mouvement social et faire porter la responsabilité des troubles à une fiction bien commode : les "factieux", terme délibérément nébuleux et insaisissable.

En regard, il ne peut y avoir que le retour à "l'ordre républicain", "moi ou le chaos".

Les corps mutilés des manifestants de Sainte-Soline sont la conséquence directe de la parole présidentielle. Puisque sa puissance performative dans cette crise est réduite à presque rien, il allait falloir tout un agencement, - et en premier lieu 3200 gendarmes concentrés autour d'un trou -, pour lui donner raison.

(...)

L'ennemi, bête sanguinaire exclue de la communauté humaine, est créé. Il s'agit maintenant d'annoncer sa future apparition : le 8 décembre 2019 sur le rond-point de l'Étoile, ce week-end à Sainte-Soline. Le ministre de l'agriculture peut rentrer dans la danse, en désignant les opposants aux bassines comme des barbares qui « ne pensent pas à la

vie humaine comme un bien précieux ». Plus tôt, un commandant CRS avait déjà prévenu qu'« on est à la veille d'une insurrection. J'ai peur qu'un de mes gars tue un manifestant ».

(...)

C'est donc pour appuyer ces manoeuvres politiciennes - celles qui permettent aujourd'hui d'annoncer qu'après « l'irruption de la violence, Emmanuel Macron veut incarner le camp de l'ordre » - c'est pour ces manoeuvres infâmes, que l'on aura subi cette grêle de grenades incessante.

(...)

Les médias se sont empressés d'emboîter le pas à la communication pde la préfète et des syndicats policiers d'extrême-droite : la violence venait des deux côtés. Le combat serait donc symétrique, pourquoi pas « équilibré ». 3200 forces de l'ordre, un canon à eau, deux hélicoptères, des blindés qui tirent des grenades, des drones, des quads, des camions bâchés, pour protéger et défendre... un cratère vide, par définition indestructible.

(...)

Un dispositif méthodique, méticuleux, systématique, qui visait, dans son ensemble, à écraser, à blesser, à terroriser les manifestants quels qu'ils soient

On pourrait se dire : cela vaut donc bien cher, l'orgueil d'une préfète. Mais ici, il s'agissait de bien plus que de cela. Il s'agissait d'affirmer qu'il n'y a pas d'instabilité aujourd'hui en France. Que ceux qui fomentent le désordre sont là, à Sainte-Soline, qu'on les traitera comme minoritaires et inhumains, et donc que l'on est prêt à tuer si besoin. Car il faut bien le dire maintenant, quand on tire 4000 grenades au lanceur Cougar, donc de manière indiscriminée, donc de façon à ce qu'elle puissent éventuellement exploser à hauteur de tête, c'est que visiblement, on « ne pense pas la vie humaine comme un bien précieux »

Que pour défendre un trou dans la terre, on est prêt à tout.

Pour défendre un cratère qui visiblement représentait tout autre chose que ce qu'il était.

Un trou comme symbole du pouvoir.

(...)

A Sainte-Soline il n'y a pas eu les exactions de quelque-uns. **Il n'y a pas eu LE gendarme, faisant un usage non-réglementaire de ses armes. Ce qu'il y a eu, c'est un dispositif méthodique, méticuleux, systématique, qui visait, dans son ensemble, à écraser, à blesser, à terroriser les manifestants quels qu'ils soient.**

Il y a bien un lien entre la protestation contre les bassines et le mouvement contre les retraites : leur inquiétude

Un dispositif qui ne visait évidemment pas le maintien de l'ordre (on a dit qu'il n'y avait dans ce trou géant rien de matériel à « protéger »), mais le maintien d'une certaine idée de l'ordre global. Un ordre qui réserve pour chaque manifestant une grenade et cette menace : « protestez, il vous en coûtera ». **Que l'on marche en ville contre une réforme et un gouvernement ignobles, ou bien dans les champs contre un mode de production funeste, la police et ses dérivés n'ont dans tous les cas pour finalité ultime que de plier nos corps à la discipline gouvernementale. Par la matraque, le gaz, l'insulte, la menace, l'intimidation, l'enfermement, la grenade, le tir, le harcèlement, la terreur, l'écrasement, la diffamation. Jusqu'à la mort s'il le faut. Ainsi est le message criminel que voulait nous envoyer Darmanin, Macron, la préfète, les flics, le pouvoir depuis Sainte-Soline.** Ainsi ils prouvent qu'il y a bien un lien entre la protestation contre les bassines et le mouvement contre les retraites : leur inquiétude.

(...)



Jeudi 30 mars 19h : rassemblements contre l'Etat et sa violence, pour l'eau bien commun et pour les retraites - Dissolution du gouvernement

► **Mégabassines : comment le gouvernement a préparé l'opinion à un mort** - Avant la mobilisation à Sainte-Soline contre les mégabassines, les autorités ont préparé les esprits à une forte violence et de lourds blessés. Alors que S., le blessé le plus grave risque de mourir, la situation rappelle l'affaire Sivens.

(...) « Derrière ces mots se cachait un mot d'ordre, analyse le député européen Benoît Biteau. C'était une consigne claire envoyée aux forces de l'ordre : ne pas se laisser intimider et attaquer les manifestants qui ne sont plus vus comme des citoyens, mais comme une menace, comme des ennemis. En assumant en amont la violence, le gouvernement l'a provoquée. » On ne cherche pas à maîtriser ou contrôler des « écoterroristes », on les neutralise, purement et simplement.

« Le gouvernement est triplement responsable, fautif et criminel, déclare un membre des Soulèvements de la Terre. Il a lancé les grenades, obstrué les secours et prémédité le crime. Ce n'était pas une réaction, il nous a peints en personnages sanguinaires pour mieux nous écraser. Après avoir modelé l'opinion, il nous tue. C'est une fable crapuleuse de dire que les manifestants venaient pour frapper du flic et non pas parce qu'ils ressentaient une urgence vitale à défendre l'accès à l'eau. »

(...)

Les mêmes processus de déshumanisation et de discrétisation ont été utilisés sur les opposants, présentés comme des « hordes sauvages » ou des « zombies ». Les mêmes fausses informations sur leur dangerosité et leurs armes ont été diffusées.

(...)

Comme à Sainte-Soline, il y a eu un sur-déploiement policier qui ne défendait rien, la zone avait été vidée des machines et des matériaux, les forces de l'ordre n'étaient pas là pour protéger quoi que ce soit, mais pour matérialiser l'autorité de l'État. Leur seule présence a généré la tension.

(...)

La similitude avec Sivens est aussi politique. Au coeur du conflit, il y a la ressource en eau et la vassalité du gouvernement à l'égard de la FNSEA, le syndicat agricole majoritaire. C'est d'ailleurs la même entreprise, la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG), qui construit le barrage du Testet et les bassines.

(...)

► **Ste-Soline : où est la violence ?** - Ce samedi 25 mars la manifestation contre les méga-bassines s'élance vers le projet de Ste Soline. 3 cortèges solidaires les uns des autres mais avec des tactiques différentes s'élancent pour 3h de marche. La foule est impressionnante, l'énergie débordante et la détermination sans faille. On est

galvanisé-e-s par ce monde qui a complètement ignoré les interdictions, les pressions et les intimidations du pouvoir pour venir défendre la vie.

(...) **Car oui, notre cortège non-violent a été arrosé de grenades potentiellement meurtrières ou mutilantes pour simple punition d'être là.** Nous ne nous faisons pas d'idées là dessus, la répression s'abat de manière implacable sur tout le monde. Le discours médiatique qui se focalise sur les affrontements efface cette réalité : la police est prête à mutiler et à tuer - pas seulement pour 3 cailloux lancés - mais aussi et surtout pour punir notre présence.

(...)

Ils ne disent jamais que la violence de la police n'a rien à voir avec notre attitude, plus ou moins offensive. Pendant ce temps, Darmanin se vante d'avoir fait lancer 4000 grenades sur nous, soit au moins une grenade toutes les 2 secondes sans compter les tirs de LBD. Pendant ce temps ils laissent mourir des personnes en leur refusant les secours. Pendant ce temps ils privatisent l'accès à l'eau - ressource indispensable à la vie.

(...)

- ▶ [Après Sainte-Soline : il n'y a pas d'armes de paix !](#) - LA GUERRE DE L'EAU A COMMENCE - Après la manifestation de Sainte-Soline ce 25 mars 2023, une mise au point s'impose.

- ▶ [Comment la boue devient claire](#) - Mégabassines, liberté de tuer et fétichisme de la marchandise.
Si l'histoire a parfois les allures d'un borborygme, il faut en guetter les clarifications. Qu'est-ce que la théorie, sinon la vérification permanente d'un édifice logique dans l'immédiateté historique ? Ainsi lui devient-il possible de dégager les possibilités de dépassement d'une époque, par-delà la boue épaisse et sombre qui obstrue son horizon. (...)

- ▶ La propagande de TéléPréfecture : [Sainte-Soline et méga-bassines : sur BFM-TV, la police fait l'information \(1/2\)](#) - La « première » chaîne d'information en continu n'en est (évidemment) pas à son coup d'essai : manifestations des Gilets jaunes, rassemblement de la police devant l'Assemblée nationale... le journalisme de préfecture fait partie des spécialités-maison. Aussi, samedi 25 mars, alors que la mobilisation anti-bassines à Sainte-Soline polarise l'antenne, tout l'attirail du maintien de l'ordre journalistique a été une nouvelle fois déployé, légitimant la répression des militants écologistes. Premier volet. (...) De A à Z ce 25 mars, il s'agit bel et bien d'un rapt policier de l'information. Qui s'est malheureusement poursuivi au cours de la journée, et qui a donné lieu, comme souvent lorsque sévit le journalisme de préfecture, à de vastes séquences de désinformation et d'interrogatoires des opposants.
+ [Sainte-Soline et méga-bassines : sur BFM-TV, désinformation et sommations \(2/2\)](#) - Dans le premier volet de notre étude consacrée au traitement médiatique de la mobilisation à Sainte-Soline (25 mars), nous relevions combien les professionnels de l'information de BFM-TV - présentateurs, journalistes et consultants « police-justice », certains envoyés spéciaux, etc. - délivraient à flux tendu et sans la vérifier la communication des autorités préfectorale, policière et ministérielle, dont ils sont abreuvés en continu. Au-delà des contraintes pratiques et des routines professionnelles inhérentes à ce journalisme de préfecture, la question est bel et bien celle de l'idéologie du « maintien de l'ordre », exacerbée dans une situation de crise, soutenant la diffusion de cette « information » aux ordres. Résolument engagés du côté des « forces de l'ordre », ces journalistes n'accordent pas la même valeur à toutes les communications ni à tous les témoignages et se font, inévitablement, les co-acteurs de séquences de désinformation, quand ils n'instruisent pas des procès politiques contre les opposants.

- ▶ [Blessés à Sainte-Soline : les secours entravés, la préfecture réplique](#)

- ▶ [Dissolution des Soulèvements de la Terre : tout n'est pas encore fini](#) - La dissolution des Soulèvements de la Terre sera-t-elle effective, comme l'a annoncé le ministre de l'Intérieur ? Quels sont les recours possibles pour ce collectif opposé entre autres aux mégabassines ?

- ▶ [Blessés à Sainte-Soline : Serge, entre la vie et la mort, « sali » par les médias](#) - La famille et les amis de

Serge, le blessé grave de Sainte-Soline entre la vie et la mort, s'indignent du traitement médiatique réservé à leur proche.

- ▶ **Mégabassines** : « [Être prêt à tuer pour protéger un tas de terre en dit long](#) » - Avec l'usage disproportionné de la force à Sainte-Soline, l'État affiche sa fermeté dans un contexte social tendu et défend l'agro-industrie, accroc à l'irrigation, juge l'historien Christophe Bonneuil dans cette tribune.